

# COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE DE DAMPIERRE-EN-BURLY

## ASSEMBLEE PLENIERE DU 08 FEVRIER 2019 Liste des présents

### Membres à voix délibérative

<i>Collège des élus (12/30)</i>	Claude BOISSAY	<i>Président</i>
	Alain FOURCAULT	<i>Vice-Président</i>
	Jean-Claude BADAIRE	<i>Saint-Florent-le-Jeune</i>
	Philippe LANRIOT	<i>Saint-Gondon</i>
	Pierre LENOIR	<i>Sully-sur-Loire</i>
	Gilles LEPELTIER	<i>Lion-en-Sullias</i>
	Pascal MENOUVRIER	<i>Les Choux</i>
	Serge MERCADIE	<i>Dampierre-en-Burly</i>
	Nadine MICHEL	<i>Les Bordes</i>
	Philippe NICOLAS	<i>Coullons</i>
	Nadine QUAIX	<i>Conseil départemental du Loiret</i>
	Michel TINDILLERE	<i>Gien</i>

### *Collèges non élus (5/24)*

André COPIN	<i>SFEN Val de Loire</i>
Gérard MAHAUD	<i>UFC-Que choisir</i>
Cdt Gilles MAZET	<i>SDIS 45</i>
Alain PELLETIER	<i>Fédération de pêche du Loiret</i>
Philippe VERDIER	<i>ACIRAD Centre</i>

### Membres à voix consultative

<i>Exploitant EDF</i>	Sébastien MIOSSEC	<i>Directeur du CNPE</i>
	Pascal BRAILLY	<i>CNPE – Responsable Sûreté-Qualité</i>
	Auréliе FOLLENFANT	<i>CNPE – Chef mission communication</i>
<i>Autorité de sûreté nucléaire</i>	Christian RON	<i>Division d'Orléans – Chef du Pôle REP</i>
<i>Préfecture</i>	Muriel PLOTTON	<i>Chef du BPDC</i>
<i>Services de l'Etat</i>	Annaïg HELLEU	<i>ARS – DD45</i>
<i>Secrétariat</i>	Maud MICHEL	<i>CD45</i>

## Membres hors CLI

Alain BERTRAND  
Sylvie BLOUET  
Danielle COURDEAU  
Mary-Bridget FOUCHER  
Corinne GERVAIS  
Denis GERVAIS  
Michel HENRY  
Thierry JOLIVET  
L. KORNFELD  
S. LUQUE  
Valérie MARTIN  
Achille PLANCQUEL  
Philippe SCHERER  
Joël TURPIN

*La Bussière  
Saint-Firmin-sur-Loire  
ACIRAD Centre  
ACIRAD Centre  
Lorris  
Ouzouer-sur-Trézée  
Saint-Martin-sur-Ocre  
Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye  
Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye  
Sortir du Nucléaire Berry-Giennois-Puisaye  
Lorris  
Saint-Firmin-sur-Loire  
Ouzouer-sur-Trézée  
Saint-Martin d'Abbat*

## Liste des absents excusés

Taline APRIKIAN  
Francis BURET  
Line FLEURY  
Georges KIRGO  
Michel RIGAUX  
Thierry SOLER

*Préfecture  
Saint-Benoît-sur-Loire  
Conseil départemental  
UDAF Loiret  
Ouzouer-sur-Loire  
Conseil départemental*

# Compte rendu

## **1/ Présentation du nouveau PPI<sup>\*(cf. lexique en annexe 1)</sup> de la centrale**

---

*Mme Muriel PLOTTON – Préfecture – Bureau de la Protection et de la Défense Civiles*

### ➤ **Rappel sur la nouvelle doctrine post-Fukushima :**

La réponse à un accident nucléaire se fait en 3 phases, en fonction de la cinétique de l'accident (rejet immédiat ou différé, durée prévisionnelle du rejet) :

- **Phase réflexe** : mise à l'abri sur un rayon de 2 km. Des restrictions alimentaires peuvent être prises dès cette phase ;
- **Phase immédiate** : évacuation sur 5 km ;
- **Phase concertée** : recommandations par les services, mesures concertées (restrictions alimentaires, protection des populations, évacuation...).

L'ancien PPI, sur un périmètre de 10 km, concernait 10 communes. Le nouveau PPI, sur un rayon de 20 km, concerne 54 communes, dont 3 dans le Cher.

La situation d'une commune à l'intérieur du périmètre du PPI implique des obligations de la part de ces communes (mise en place d'un PCS\* et d'un DICRIM\* notamment), et permet une meilleure appropriation du risque nucléaire de la part des populations.

### ➤ **La procédure d'élaboration du PPI :**

Le nouveau PPI s'appuie sur la doctrine nationale publiée en 2017 (guide publié le 30 mai).

En 2017 : La définition des périmètres 5 et 20 km a été réalisée avec les communes concernées. Une réunion a été organisée avec les 54 communes du nouveau PPI. Un exercice nucléaire a été réalisé les 5 et 6 décembre pour tester et valider le projet de nouveau PPI.

En 2018 : Le PPI a été élaboré avec l'ensemble des services. Le projet a été présenté lors d'une réunion avec les communes du périmètre 5 km et la CLI. Une consultation des services, des maires, de l'exploitant et du public a été organisée. Le projet de PPI a ensuite été transmis pour avis à la CLI.

Le Plan est actuellement à la signature, il devrait être signé avant la fin février 2019.

Concernant les périmètres retenus dans le PPI, le périmètre 20 km a surtout un rôle pour l'information des populations et la distribution d'iode ; ce n'est pas un périmètre de gestion de crise, contrairement aux périmètres 2 ou 5 km.

Le périmètre 5 km correspond au rayon d'évacuation de la phase immédiate.

### ➤ **Présentation du nouveau PPI de Dampierre-en-Burly :**

Le préfet a pour mission de rédiger un plan d'action en vue de protéger les populations.

Dans le PPI figurent une description du site nucléaire avec les différents types d'accidents, les modalités de gestion de crise, les schémas d'alerte, les enjeux, les mesures de protection des populations.

Figure également dans le plan une fiche pour chaque acteur indiquant les différentes missions à réaliser en cas de crise nucléaire, ainsi que des modèles de documents administratifs (arrêtés types...).

✓ Organisation de crise :

Un Centre Opérationnel Départemental (COD\*) est créé en préfecture, décliné en différentes cellules pilotées par un responsable.

Un Poste de Commandement Opérationnel (PCO\*) est également organisé au niveau local, décliné lui aussi en cellules. Le PCO doit être installé au-delà de 30 km de la centrale, pour répondre aux consignes de la doctrine nationale. C'est pourquoi le nouveau PPI prévoit d'installer le PCO à Saint-Jean-le-Blanc.

Un PCO est également prévu à Dampierre, dans le cas d'un rejet court et immédiat (PCO de proximité conseillé dans ce cas par la doctrine nationale.)

Un Centre d'Accueil et d'Information (CAI\*) est prévu en post-crise : il s'agit d'un lieu permettant d'informer la population et de répondre à ses questions, et d'accueillir les médias pour assurer le relai de l'information.

✓ Mesures de protection des populations :

En cas de nécessité de mise à l'abri immédiate, la sirène est déclenchée par le CNPE par délégation (sirène SAPPRE\*). En cas de rejet différé, la préfecture est prévenue par le CNPE et alerte les collectivités.

L'alerte peut également être donnée par le système SAIP\* pour les communes du périmètre 2 et 5 km. Par ailleurs, une convention a été passée avec les médias par la préfecture pour la transmission des consignes.

Dans le PPI, la chaîne d'alerte est déjà prédéfinie, avec la liste de tous les acteurs à alerter, pour lesquels les numéros de téléphone sont déjà enregistrés dans l'automate d'alerte de la préfecture.

L'évacuation sur 5 km peut se faire :

- par auto-évacuation (pour les populations véhiculées)
- par prise en charge par les autorités pour les populations qui ne possèdent pas de véhicule ou qui ne sont pas en état de se déplacer : un pourcentage de 30% de la population est habituellement retenu pour estimer le nombre de personnes à prendre en charge. Pour faciliter l'évacuation, il est nécessaire que les communes aient, au préalable, une bonne connaissance des personnes à évacuer parmi leur population.

Deux centres ont été retenus pour l'accueil des personnes évacuées :

- Les personnes habitant au Sud de la Loire seront évacuées à Bourges (gymnase Yves du Manoir) ;
- Les personnes habitant au Nord de la Loire seront évacuées à Orléans (gymnase Barthélémy).

Les circuits d'évacuation à destination de ces 2 centres ont été pré-déterminés dans le PPI.

Ces centres d'accueil et de regroupement (CARE\*) doivent recevoir toutes les populations évacuées pour leur permettre d'avoir une détection radiologique si cela est estimé nécessaire par les experts. Les personnes ayant des moyens de logement par elles-mêmes doivent quand même passer par ces centres, avant de partir se reloger dans leur famille ou chez des amis.

Le principe est de ne pas garder les personnes évacuées sur le long terme, et de favoriser l'auto-hébergement autant que possible.

Ces centres disposeront également d'un espace « éducation nationale » pour recevoir les enfants des écoles évacuées.

Pour Dampierre, la population à évacuer en phase immédiate a été calculée à 5 314 personnes au Nord-Loire et 2 578 personnes au Sud-Loire (chiffres surévalués car la totalité de la population des communes du périmètre a été prise en compte). Le temps d'évacuation vers les centres d'accueil a été estimé à 3h à partir de l'arrêt de réquisition pris en préfecture.

Pour l'éducation nationale, le principe retenu est de ne pas séparer les classes, en tenant compte du regroupement intercommunal, pour que les fratries soient évacuées au même endroit.

Pour les établissements médicaux (ESAT\*), les personnes seront envoyées dans des structures similaires sur Orléans, l'évacuation étant prise en charge par les structures elles-mêmes.

Concernant le rassemblement de Nevoy, un travail a été fait pour trouver le meilleur moyen d'évacuer les caravanes sans saturer le réseau routier local : un circuit d'évacuation a été défini avec la gendarmerie via la RD44, avec plusieurs points de bouclages pour canaliser les flux. L'idée est de renvoyer les caravanes vers l'autoroute A77 en direction de l'Ile-de-France.

#### ➤ **Impact pour les communes incluses dans le PPI :**

Les 54 communes concernées par le PPI devront mettre à jour ou rédiger un Plan Communal de Sauvegarde (PCS), qui décrit l'organisation de crise au sein de la commune, et un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Les éléments du PPI doivent être pris en compte dans ces documents, notamment le centre d'évacuation de destination de la commune.

Par ailleurs, une campagne de distribution d'iode sera organisée au 1<sup>er</sup> semestre 2019 pour les communes situées dans un périmètre entre 10 et 20 km (soit 45 communes) : le lancement de la campagne est annoncé pour le 12 février, suivi en mars-avril d'une campagne de presse et de réunions locales avec communes et services de santé.

L'envoi des bons de retrait et les réunions publiques seront organisés au second semestre 2019.

#### **Échanges avec la salle :**

Michel HENRY (Maire de Saint-Martin-sur-Ocre) demande si la notion de scolaire intègre également le périscolaire.

Muriel PLOTTON répond que, en fonction de l'heure de l'accident, les mesures prévues concerneront effectivement le scolaire ou le périscolaire.

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) demande qui détermine si le rejet attendu sera de longue durée ou de courte durée.

Sébastien MIOSSEC (directeur CNPE) explique que le CNPE dispose d'une délégation pour déclencher la phase réflexe mais que pour la phase immédiate, c'est bien le préfet qui prend la décision, sur la base des éléments transmis par le CNPE. Il ajoute que, selon le type d'accident, le CNPE est capable de définir dans quel type de configuration on se place (phase réflexe ou phase immédiate).

Gérard MAHAUD fait remarquer que si le personnel des acteurs de la gestion de crise fait jouer son droit de retrait (exemple des chauffeurs de cars pour l'évacuation), cela pose un problème important pour la gestion de crise.

Muriel PLOTTON explique que le droit de retrait est lié au code du travail (articles L4131 et L4132) : l'employé qui compte faire jouer son droit de retrait doit en informer son employeur au préalable. Le salarié n'est pas réquisitionnable. En revanche, le retrait ne doit pas créer de danger pour autrui. De plus, certaines catégories de fonctionnaires ne peuvent pas faire jouer



ce droit de retrait.

Une des pistes pour éviter ce problème serait d'améliorer la pédagogie envers les personnes concernées.

Gérard MAHAUD ajoute que l'Etat doit se saisir du problème pour clarifier la situation, car le PPI peut s'effondrer dans ce cas. Il demande ce qu'il en est du côté du CNPE.

Sébastien MIOSSEC indique que le droit du travail s'applique aux salariés du CNPE. Il précise que les personnels sont formés à faire face aux crises, et qu'il a toute confiance en ses salariés pour qu'ils soient présents en cas de crise. De plus, les agents de la Force d'Action Rapide Nucléaire (FARN\*) signent un document concernant leur rôle et leur engagement en cas de crise.

Thierry JOLIVET (Sortir Du Nucléaire) demande si la salle de crise de Dampierre est protégée contre les radiations.

Muriel PLOTTON explique que la salle est aux normes ERP\*. En cas d'accident nucléaire, il faudrait fermer les portes, les fenêtres et couper les aérations, mais il n'existe pas de salle type « blockhaus ». Elle précise que plusieurs salles sont prévues pour ne pas exposer les acteurs de la gestion de crise à un rejet radioactif, c'est notamment l'idée de cette nouvelle doctrine.

Thierry JOLIVET demande pourquoi les contrôles de radioactivité ne sont réalisés que par EDF.

Christian RON (ASN) répond qu'il n'y a pas qu'EDF qui fait des mesures : souvent, des mesures sont faites à la fois par EDF et par l'IRSN\*, ces mesures ne pourraient donc pas être en contradiction à quelques centaines de mètres près. Il précise qu'un site internet recense toutes les balises de France suivies par l'IRSN.

Philippe VERDIER (ACIRAD-Centre) craint que des situations de panique puissent se produire en cas d'accident grave. Les habitants apprendraient probablement le problème par la radio, qui leur dispenserait également les bonnes conduites à tenir, issues de la préfecture. Mais il se demande comment l'effet panique serait pris en compte.

Muriel PLOTTON rappelle l'importance du PCS et du DICRIM dans ce domaine, car ces documents permettent d'informer les populations sur un périmètre assez large, de leur apprendre comment réagir et de les aider à acquérir les bons réflexes. Les réunions publiques prévues au moment de la distribution d'iode permettront également d'expliquer et de vulgariser les mesures prises dans le PPI.

## **2/ Présentation de l'avis de la CLI sur le nouveau PPI**

---

### *M. Alain FOURCAULT – Vice-Président de la CLI*

Alain FOURCAULT remercie la préfecture pour le travail réalisé en commun autour de ce PPI, pour son écoute et la prise en compte de certaines remarques de la CLI.

Il rappelle que le projet de PPI a été transmis à la CLI par la préfecture en septembre 2018. La CLI lui a remis ses remarques le 08 novembre 2018, à la suite de quoi la préfecture a reçu les membres du bureau de la CLI pour répondre à leurs questions et écouter leurs remarques.

Gilles LEPELTIER (maire de Lion-en-Sullias et membre du bureau de la CLI) remercie également la préfecture pour avoir associé les maires concernés à l'élaboration du PPI. Toutefois, il fait remarquer que si on ne grée pas le PCO lors d'un accident nucléaire, les élus ne seront pas présents dans les centres de gestion de crise.

Il ajoute que d'autres remarques de la CLI n'ont pas été prises en compte. Notamment, dans les CARE, les élus figurent toujours en première position pour assurer la gestion des centres ; il estime que ce n'est pas leur rôle et qu'ils devraient plutôt apparaître en 3<sup>e</sup> position.

Muriel PLOTTON indique que cette remarque a bien été prise en compte, et que les élus auront à jouer principalement un rôle de soutien à leurs populations dans les CARE.

### **3/ Proposition de la nouvelle composition de la CLI suite à l'élargissement du PPI à 20 km**

*M. Claude BOISSAY – Président de la CLI*

Avec le passage du PPI de 10 à 20 km, 54 communes sont désormais concernées (dont 3 dans le département du Cher), contre 10 auparavant.

Il est donc nécessaire de modifier la composition de la CLI, pour inclure les nouvelles communes actuellement non représentées. Il est proposé de conserver les 21 membres élus actuels représentant les communes et d'ajouter des représentants issus des communautés de communes situées dans le périmètre entre 10 et 20 km.

La proposition aboutirait ainsi à **8 membres élus supplémentaires**, répartis de la manière suivante :

<b>Communauté de Communes</b>	<b>Nombre de membres actuels</b>	<b>Nombre de membres supplémentaires proposé</b>	<b>Nombre de membres total proposé</b>
Communauté de communes Berry Loire Puisaye	0	3	3
Communauté de communes des Canaux et Forêt en Gâtinais	1	3	4
Communauté de communes des Loges	0	1	1
Communauté de communes du Val de Sully	11	0	11
Communauté des communes Giennes	8	0	8
Communauté de communes Sauldre et Sologne (dans le Cher)	0	1	1
Commune d'Orléans	1	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>21</b>	<b>8</b>	<b>29</b>

On passerait ainsi de 21 membres élus à 29, **soit un nombre total de 62 membres de la CLI contre 54 auparavant.**

Par ailleurs, l'augmentation du nombre total de membres de la CLI implique d'intégrer de nouveaux membres pour le collège des associations de protection de l'environnement, pour respecter le taux de 10% des membres minimum. Un courrier a ainsi été envoyé à 3 associations (France Nature Environnement Centre-Val de Loire, Loiret Nature Environnement et Sauvons le Climat) pour leur proposer de siéger à la CLI de Dampierre (sans réponse à ce jour).

Il convient désormais d'attendre la signature officielle du nouveau PPI et la sortie du nouveau décret relatif, notamment, à la composition des CLI, pour préparer un nouvel arrêté de nomination des membres de la CLI qui sera signé par le Président du Conseil départemental.

## 4/ Actualités CNPE, bilan 2018 et projets 2019

---

M. Sébastien MIOSSEC – Directeur du CNPE

### ➤ Bilan 2018 :

#### ✓ La sûreté :

Le bilan de sûreté 2018 est comparable à celui des années précédentes. Il n'y a pas eu d'arrêt automatique réacteur. 7 exercices de crise ont été réalisés sur le site, ainsi que 58 exercices incendie et 6 exercices nationaux de la FARN.

25 inspections ont été faites par l'ASN\* en 2018.

Le déclaratif d'événements a été similaire aux années précédentes, avec 3 ESS de niveau 1 et 4 ESS de non-conformité aux spécifications techniques d'exploitation (STE).

Ce bilan montre que les résultats de sûreté sont satisfaisants et stables dans la durée pour le CNPE de Dampierre.

#### ✓ La production :

La production s'est élevée à un peu plus de 22 TWh\* en 2018.

2 visites partielles ont été effectuées sur les unités de production 2 et 4, dont une de 191 jours (dont 125 jours de nettoyage des générateurs de vapeur), ce qui explique la baisse de production en 2018 par rapport aux années précédentes : la production annuelle se situe habituellement entre 24 et 25 TWh.

2 arrêts pour simple rechargement ont également été effectués sur les unités de production 1 et 3.

#### ✓ La sécurité :

Le taux de fréquence global (Tfg) est assez stable par rapport aux années précédentes : il s'est établi à 3,4 en 2018.

Les accidents répertoriés sont souvent bénins et liés à des chutes de plain-pied, port d'objets...

#### ✓ La radioprotection :

La dosimétrie est relativement faible et comparable d'une année sur l'autre : la dosimétrie collective s'est élevée à 2,3 h.Sv\* en 2018.

#### ✓ L'environnement :

Aucun dépassement des limites réglementaires n'a été relevé en 2018, aussi bien pour les rejets liquides que solides ou gazeux.

3 événements significatifs pour l'environnement (ESE\*) ont été déclarés en 2018, contre 6 en 2017.

Par ailleurs, le taux de valorisation des déchets conventionnels s'est élevé à plus de 95%. La production de déchets est restée relativement stable ; elle est néanmoins en augmentation depuis quelques années du fait des travaux liés au grand carénage.

#### ✓ Les ressources humaines :

Le site employait 1 359 salariés fin 2018. C'est un secteur qui continue à embaucher (39 nouvelles embauches en 2018) et qui favorise le développement de l'apprentissage.

Par ailleurs, plus de 145 000 heures de formation ont été dispensées aux salariés en 2018,



pour leur permettre de continuer à parfaire leurs connaissances et leurs compétences.

✓ Les ressources financières :

Plus de 165 M€ d'achat ont été réalisés en 2018, dont 27,4 M€ d'investissement pour la sûreté et la rénovation des installations.

✓ Les autres actions :

En 2018, le CNPE a continué de mener des actions envers le handisport ; il a été présent sur des manifestations comme le Téléthon et a travaillé en lien étroit avec les scolaires et en partenariat avec des lycées et des écoles d'ingénieur locales.

➤ Perspectives 2019 :

✓ Les objectifs :

Les objectifs du CNPE pour 2019 sont de :

- continuer à maîtriser la sûreté des installations,
- maîtriser les risques critiques,
- réussir les arrêts de tranche (et en particulier éviter les durées prolongées),
- préparer les 4<sup>e</sup> visites décennales et le grand carénage : la VD4\* de la tranche 1 doit commencer en 2021, mais les travaux préparatoires à cette VD4 vont être enclenchés dès 2019.

✓ Les inspections :

Des inspections nationales et internationales sont prévues, dont notamment une inspection « peer review » à partir du 21 janvier.

✓ Les rendez-vous industriels :

3 arrêts de tranche sont prévus en 2019, contre 4 par an habituellement (pas d'arrêt programmé pour l'unité de production n°4, du fait de son arrêt prolongé en 2018) :

- un arrêt pour simple rechargement (ASR\*) sur la tranche 2 à partir du 6 avril (durée cible = 30 jours)
- une visite partielle (VP\*) sur la tranche 1 à partir du 08 juin (durée cible = 60 jours)
- une visite partielle (VP) sur la tranche 3 à partir du 31 août (durée cible = 60 jours)

✓ Les travaux industriels :

La mise en service du diesel d'ultime secours (DUS\*) de la tranche 1 est prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2019. Les 3 autres DUS seront mis en service fin 2020.

Concernant la ressource d'appoint ultime, les essais de validation de l'emplacement des puits de forage seront réalisés au 2<sup>nd</sup> semestre 2019.

Un centre de crise local va être créé à partir de mi-2020.

Un remodelage du site va avoir lieu dans le cadre du grand carénage : modifications de bâtiments, postes de contrôle, parkings...

➤ **Événements significatifs de sûreté de niveau 1 :**

*M. Pascal BRAILLY – responsable sûreté-qualité du CNPE*

✓ ESS\* du 22/06/2018 : détection tardive du défaut d'étanchéité d'une vanne (unité de production n°2) :

Lors d'une opération de changement filtre, une vanne de purge n'a pas été suffisamment fermée, engendrant un débit de fuite de 800 litres/heure. Le problème n'a été détecté et traité qu'au bout de 1h20, alors que les spécifications autorisent un délai de 1h pour traiter ce type de problème.

Une fois le problème détecté, la vanne a été fermée en 5 mn et la situation est revenue à la normale, mais du fait de la détection tardive, un ESS de niveau 1 a été déclaré le 22 juin.

Suite à cet événement, l'analyse du risque de cette activité a été modifiée et la surveillance adaptée.

✓ ESS du 29/08/2018 : fermeture non conforme d'une vanne (unité de production n°1) :

Lors de l'arrêt pour maintenance de l'unité de production n°1, 2 vannes ont été fermées manuellement sur le circuit de refroidissement de la piscine de refroidissement. Ces vannes n'ont pas été rouvertes à la fin de la manipulation ; le circuit tournait correctement mais sans passer par un circuit froid, donc sans réfrigération.

Le défaut a été détecté et corrigé le lendemain. Aucune alarme de température ne s'est déclenchée car l'élévation de température a été assez faible.

Un ESS de niveau 1 a été déclaré le 29 août, du fait du non-respect des règles d'exploitation.

Suite à cet événement, la gamme de remise en service du circuit a été modifiée pour inclure les 2 vannes en question.

✓ ESS du 13/11/2018 : détection tardive du défaut d'étanchéité d'un clapet (unité de production n°3) :

Lors d'une intervention de maintenance sur un clapet, celui-ci est resté bloqué en position semi-ouverte. Le contrôle technique de la bonne position du battant n'a été fait que de manière visuelle, et le défaut n'a pas été détecté.

L'écart a été détecté lors du test de l'étanchéité du clapet, soit plus de 24 heures après le défaut (délai autorisé dans les spécifications).

Un ESS de niveau 1 a été déclaré le 13 novembre du fait de la détection tardive du défaut.

Suite à cet événement, une sensibilisation a été refaite auprès de l'entreprise qui intervient sur ce type de matériel sur l'utilisation d'outillage pour réaliser le contrôle technique, afin d'éviter que ce problème ne se reproduise.

**Échanges avec la salle :**

Christian RON (ASN) indique que les ESS déclarés au niveau 1 de l'échelle INES sont souvent liés à un problème de détection tardive. Il précise que le délai de réaction est toujours considéré au regard du temps nécessaire pour l'intervention pour déterminer si cet écart est significatif. Par exemple, un délai de 20 mn sur un délai initial de 1 journée ne serait pas considéré comme un écart, mais 20 mn sur un délai de 1h constitue en revanche un écart.

Il ajoute que l'ASN n'a pas rencontré de difficulté sur Dampierre en 2018. L'analyse des événements est un point fort de Dampierre. Il n'y a pas de problème sur la sûreté, mais une certaine faiblesse est relevée sur le site en radioprotection, où des progrès sont à faire. Néanmoins, il constate que le CNPE a pris conscience de manière significative de ces faiblesses.

Sébastien MIOSSEC confirme que les faiblesses en radioprotection évoquées par l'ASN sont beaucoup liées à des problématiques de comportement, et que cela fait partie des priorités du CNPE : ce dossier est suivi de très près.

Philippe VERDIER (ACIRAD Centre) demande quel est l'état d'avancement des travaux post-Fukushima : un document de synthèse devait être produit par le CNPE (un engagement avait été pris en ce sens lors de la CLI du 15/06/2018).

Sébastien MIOSSEC répond que cette synthèse n'a pas été faite, et qu'il conviendrait de mettre ce sujet en point particulier de l'ordre du jour d'une prochaine CLI. Il précise toutefois que toutes les actions prévues ont été réalisées dans les délais.

Il est convenu qu'un point sera inscrit à l'ordre du jour à la CLI de juin 2019 sur cette question.

Thierry JOLIVET (Sortir Du Nucléaire) s'inquiète des dégagements de fumées ou d'incendies, qui surviennent de manière récurrente. Il demande si des mesures de radioactivité sont faites dans les rejets, et si les émanations de tous les circuits sont totalisées.

Concernant les incendies, Sébastien MIOSSEC indique qu'aucun événement significatif et marquant en matière d'incendie n'a eu lieu en 2018. Quelques départs de feu mineurs se sont en effet produits, mais très peu, et Dampierre fait partie des 3 meilleurs du parc français en la matière. Toutes les équipes sont entraînées pour faire face à un incendie, qui est le risque premier dans un CNPE. Par ailleurs, l'inspection internationale qui vient d'avoir lieu n'a rien relevé comme problème dans ce domaine.

En ce qui concerne le circuit primaire, celui-ci est surveillé en permanence pour détecter les éventuelles fuites du primaire vers le secondaire, grâce à 3 niveaux de mesure.

Christian RON confirme qu'il y a des systèmes de mesure permettant de détecter les éventuelles fuites entre les circuits primaire et secondaire.

Un accident à cinétique rapide (déclenchant une phase réflexe) pourrait être une rupture entre le primaire et le secondaire avec ouverture de soupapes. Aujourd'hui, aucune fuite n'a été détectée à Dampierre, mais c'est un risque envisagé et c'est pour cela que des mesures sont faites : mesures à la cheminée pour les rejets gazeux et mesures sur les rejets liquides, tout est comptabilisé. En cas d'incendie accidentel, les fumées contaminées seraient également comptabilisées : on prendrait en compte le maximum d'activité qui pourrait sortir du local incendié, afin de majorer les risques et donc de mettre en place des parades adaptées au scénario le plus dimensionnant.

## **5/ Point sur la concertation VD4-900 MW**

*M. Alain FOURCAULT – Vice-Président de la CLI de Dampierre*

Dans le cadre de la concertation sur les 4<sup>èmes</sup> réexamens périodiques des réacteurs de 900 MW\*, les actions suivantes ont été entreprises par la CLI de Dampierre :

- Organisation d'une réunion publique le 12 octobre 2018 : il s'agissait de la 1<sup>ère</sup> réunion de concertation organisée en France ; 70 personnes étaient présentes.
- Travail avec un groupe d'étudiants de l'INSA Centre-Val de Loire à Bourges : école d'ingénieurs qui dispose d'une option « Energie nucléaire » au sein du pôle « Maîtrise des Risques Industriels ». Un groupe de 8 étudiants va remplir les mêmes questionnaires que ceux mis à disposition lors de la réunion publique ; leur contribution attendue pour fin février 2019.
- Action de présentation de la concertation sur le marché de Sully-sur-Loire le 14/01/2019 : pas de succès (aucun retour du public).
- Une nouvelle manifestation est prévue à la mairie de Sully du 25 au 28 février 2019, sous forme de permanences, à des créneaux horaires différents pour permettre aux personnes qui travaillent de venir discuter avec les membres de la CLI. Une communication adaptée sera faite pour transmettre l'information à la population.

Les différentes contributions seront envoyées à l'ANCCLI.

## **6/ Point sur l'organisation de la conférence inter-CLI du Val-de-Loire**

---

*M. Claude BOISSAY – Président de la CLI de Dampierre*

L'idée de cette conférence inter-CLI du Val de Loire a été relancée par la CLI de Dampierre en 2017. Deux réunions de préparation ont été organisées le 24 mai et le 11 octobre 2018 avec les 3 autres CLI.

L'ordre du jour a été défini de la manière suivante, sur une journée :

- Présentation des 4 CLI
- Le démantèlement des centrales nucléaires (principe général + focus sur les UNGG\*)
- Prélèvements et rejets en Loire et impact du changement climatique

Lors de cette conférence, les intervenants seront : les présidents des 4 CLI, les directeurs des 4 CNPE, des représentants de l'ASN, de l'IRSN et de l'ANCCLI\*.

La journée sera co-animée par l'ANCCLI et les CLI.

Il a été compliqué de trouver une date qui convienne à tous, mais une date a finalement été trouvée : la conférence sera organisée **le jeudi 04 juillet 2019 (de 10h à 16h)**. Elle se tiendra à Meung-sur-Loire, point à peu près central entre les 4 CLI et desservi par le train.

## **7/ Rapport d'activité 2018 de la CLI et budget prévisionnel 2019**

---

*Mme Maud MICHEL – secrétariat de la CLI de Dampierre*

### **➤ Rapport d'activité 2018 :**

Au cours de l'année 2018, l'assemblée plénière a été réunie 3 fois, dont une fois en réunion publique le 12 octobre : cette réunion publique a été dédiée à la concertation sur les VD4-900 MW. Le bureau s'est réuni à 4 reprises, dont 1 fois en réunion extraordinaire pour étudier le projet de nouveau PPI.

Des membres de la CLI ont participé à différentes réunions organisées au niveau national, ainsi qu'à des groupes de travail. En particulier, la CLI a participé à la 30<sup>ème</sup> conférence des CLI le 07 novembre : à cette occasion, elle a présenté son retour d'expérience sur l'organisation de la réunion de concertation publique sur les VD4-900 MW. Etant donné que la CLI de Dampierre était la première à avoir organisé cette manifestation, son expérience a pu être utile aux autres CLI pour l'organisation de leurs propres réunions de concertation.

Le 24 septembre 2018, une séance de formation sur la gestion des déchets nucléaires a été organisée pour les membres de la CLI.

La CLI a par ailleurs rendu un avis sur le nouveau projet de PPI de la centrale le 08 novembre 2018.

Enfin, le site Internet de la CLI, anciennement hébergé par le site du Département [www.loiret.fr](http://www.loiret.fr), est toujours en cours de remaniement suite au renouvellement du site du Département début 2018. Les contenus ont été retravaillés, ils sont en cours d'intégration au sein du site Loiret.fr, mais ils ne sont toujours pas visibles. Le délai de mise à disposition n'est pas connu, il est dépendant du service Communication du Département.

➤ **Budget réalisé en 2018 :**

Les dépenses réalisées en 2018 ont essentiellement été liées au temps passé pour le secrétariat de la CLI.

La CLI s'est acquittée, comme chaque année, de la cotisation à l'ANCCLI à hauteur de 1 000 €.

Il est rappelé que les frais engagés par les membres de la CLI pour se déplacer aux assemblées plénières ou participer à des réunions ou groupes de travail nationaux peuvent être remboursés par la CLI. En 2018, le remboursement des frais de déplacement des membres de la CLI s'est élevé au total à 255,05 €.

La réunion publique du 12 octobre 2018 a engendré des frais à hauteur de 610 € au total (550 € pour la communication + 60 € pour l'accueil des participants).

Côté recettes, la CLI a reçu une subvention de 2 500 € de la part de l'ASN.

➤ **Budget prévisionnel 2019 :**

Le budget prévisionnel 2019 est à peu près identique à celui présenté en 2018. Seuls des ajustements du temps passé par les collaborateurs du Conseil départemental pour le secrétariat et l'actualisation du site Internet de la CLI ont été proposés.

La majeure partie du budget est liée aux frais de personnel pour assurer le secrétariat de la CLI.

Concernant les recettes, une subvention sera sollicitée auprès de l'ASN à hauteur de 2 500 €, comme pour 2018. Le reste du budget de fonctionnement sera pris en charge par le budget du Conseil départemental.

## **8/ Questions diverses**

✓ **Teneur en tritium dans l'eau de Dampierre :**

Cette question avait été posée par un participant lors de la réunion publique du 12 octobre 2018, qui s'inquiétait de la teneur en tritium dans l'eau potable de Dampierre-en-Burly.

Après vérification auprès de l'ARS\*, il s'avère que les résultats montrent des teneurs sous le seuil de détection du laboratoire : ce seuil est bas, proche du bruit de fond du tritium dans l'environnement (de 1 à 4 Bq/L\*).

L'activité tritium a été mesurée < à 8 Bq/L en 2018 et < à 9 Bq/L en 2017, pour une norme < à 100 Bq/L. On est donc bien en-dessous de la référence de qualité.

Par ailleurs, des résultats similaires (absence d'activité tritium) sont observés dans l'eau potable de Lion-en-Sullias, commune géographiquement plus proche de la centrale et dont les eaux captées sont nettement plus vulnérables aux pollutions superficielles.

Ces résultats sont consultables librement sur le site dédié du Ministère de la santé.

✓ **Acquisition de terrains autour du CNPE de Dampierre :**

Ce point a été inscrit à l'ordre du jour à la demande de l'association ACIRAD Centre.

Philippe VERDIER (ACIRAD Centre) indique qu'il a entendu des informations officieuses de la SAFER\* à ce sujet, et il souhaiterait savoir s'il y a bien des acquisitions foncières en cours, quelle serait la destination de ces emprises foncières, et si cela implique une modification du PLU\*.



Sébastien MIOSSEC répond qu'EDF étudie toutes les opportunités qui s'offrent à elle. La nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE\*) vient d'être validée par le Président de la République, ce qui permet à EDF de préparer son avenir. Le CNPE de Dampierre fait actuellement des études de faisabilité d'acquisition sur une surface de 80 Ha, et cherche à s'ancrer durablement dans la vie locale, en s'appuyant sur la SAFER et sur la commune. Cette étude s'inscrit dans le cadre de la PPE.

La PPE peut amener EDF à développer des moyens de production nouveaux, ou des systèmes de déconstruction, ou des extensions pour pouvoir exploiter plus longtemps (et notamment permettre d'amener les réacteurs à durer jusqu'à 60 ans). Pour ce qui est du PLU, en fonction de la destination de ces terrains, une refonte du PLU pourrait effectivement être nécessaire. Mais pour le moment, rien n'est défini.

Philippe VERDIER demande si l'éventualité d'une piscine d'entreposage fait partie des possibilités étudiées.

Sébastien MIOSSEC répond que de telles études de faisabilité ont lieu sur la majeure partie des sites, pour envisager les différentes options. Mais rien n'est encore défini, à ce stade pour le site de Dampierre.

Gérard MAHAUD (UFC-Que Choisir) rappelle que les membres de la CLI doivent informer la population sur les données fournies par EDF, mais aussi sur leur propre vision des choses. Concernant la destination des terrains autour de la centrale, Gérard MAHAUD ne considère pas crédible que l'on n'acquiert un terrain pour faire du démantèlement. Il estime fort probable que d'autres centrales seront construites en France, et que c'est probablement à la construction d'un EPR ou d'un dérivé que ces achats de terrain vont servir *in fine*. Il précise qu'il apporte ces affirmations en son nom propre et non au nom de la CLI, et qu'il a bâti ses convictions à partir d'éléments issus de son cercle d'information.

Mme Mary-Bridget FOUCHER (ACIRAD Centre) s'étonne de l'intervention de la SAFER dans ce domaine : elle considère que la SAFER a un rôle à jouer pour des transactions de terrains agricoles uniquement, mais que ce n'est pas son rôle de négocier des terrains à vocation industrielle.

Claude BOISSAY répond que le rôle de la SAFER ne se limite pas aux terrains agricoles, et que les missions de la SAFER sont plus vastes que ça.

Pour finir, les dates prévisionnelles des prochaines réunions sont indiquées :

*Réunions plénières de la CLI :*

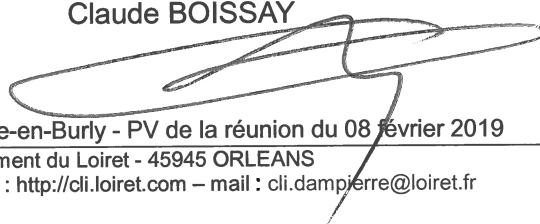
- **Mardi 11 juin 2019** à 14h00 (à Orléans)
- **Vendredi 11 octobre 2019** à 18h00 (réunion publique à Dampierre-en-Burly ou Ouzouer-sur-Loire)

*Conférence inter-CLI du Val de Loire :*

- **Jeudi 04 juillet 2019** de 10h00 à 16h00 (à Meung-sur-Loire)

à Orléans le *27 février 2019.*  
Le Président de la Commission

Claude BOISSAY



# ANNEXES

## 1/ Lexique des sigles utilisés

ANCCLI : Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information  
ARS : Agence Régionale de Santé  
ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire  
ASR : Arrêt pour Simple Rechargement  
Bq/L : Becquerel par litre (mesure de l'activité d'une source radioactive)  
CAI : Centre d'Accueil et d'Information  
CARE : Centre d'Accueil et de Regroupement  
COD : Centre Opérationnel Départemental  
DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs  
DUS : Diesel d'Ultime Secours  
ERP : Etablissement Recevant du Public  
ESAT : Etablissement et Service d'Aide par le Travail  
ESE : Événement Significatif pour l'Environnement  
ESS : Événement Significatif pour la Sûreté  
h.Sv : Homme Sievert (unité de dose collective)  
IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire  
FARN : Force d'Action Rapide Nucléaire  
MW : MégaWatt (= 1 000 000 W)  
PCO : Poste de Commandement Opérationnel  
PCS : Plan Communal de Sauvegarde  
PLU : Plan Local d'Urbanisme  
PPE : Programmation Pluriannuelle de l'Energie  
PPI : Plan Particulier d'Intervention  
SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural  
SAIP : Système d'Alerte et d'Information des Populations  
SAPPRE : Service d'Alerte des Populations en Phase REflexe  
TWh : TéraWatt-Heure (= 1 000 000 000 kWh)  
UNGG : Uranium Naturel Graphite Gaz  
VD4-900 MW : 4<sup>èmes</sup> Visites Décennales des réacteurs de 900 MW  
VP : Visite Partielle

## **Non-respect d'un critère de débit de fuite du circuit primaire principal du réacteur 2 lors des opérations de redémarrage à l'issue de son arrêt programmé pour maintenance**

Le 22 juin 2018, l'exploitant de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) un événement significatif pour la sûreté (ESS) relatif au non-respect d'un critère de fuite du circuit primaire principal du réacteur 2.

Le 20 juin 2018, le réacteur 2 est en cours de redémarrage après son arrêt programmé pour maintenance. Vers 11h30, à la suite de la remise en service d'un filtre remplacé au cours de l'arrêt, le débit de fuite du circuit primaire principal dépasse le critère maximal de 230 litres par heure fixé par les règles générales d'exploitation (RGE).

Sur un réacteur à eau sous pression, le refroidissement du combustible est assuré par un circuit primaire fermé contenant de l'eau à pression et température élevées. Des fuites dites « technologiques » sont prévues par conception sur le circuit primaire, notamment au niveau des organes de robinetterie. Elles sont collectées dans des réservoirs ou via les circuits fermés connexes au circuit primaire. Les RGE définissent des critères de débit de fuite du circuit primaire à ne pas dépasser.

L'équipe de conduite identifie le dépassement du critère de débit de fuite à 12h45. Pour résorber cette situation, plusieurs vannes sont manœuvrées en local afin de s'assurer de leur bonne fermeture. Quelques minutes après, le débit de fuite primaire redevient conforme.

Cette fuite importante, qui n'a pas été détectée immédiatement, a conduit au dépassement de l'un des critères de débit de fuite primaire définis dans les RGE pendant une heure et vingt minutes ainsi qu'au non-respect de la conduite à tenir consistant à amorcer le repli du réacteur sous une heure.

Cet événement n'a pas eu de conséquence sur le personnel ni sur l'environnement de l'installation.

Cet événement a été classé au **niveau 1** de l'échelle **INES**, qui en compte 7, en raison du non-respect d'une conduite à tenir imposée par les RGE et de la détection tardive de la fuite interne du circuit primaire principal.

## **Détection tardive de l'indisponibilité du refroidissement de la piscine d'entreposage du combustible du réacteur 1**

Le 29 août 2018, l'exploitant de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de sûreté nucléaire un événement significatif pour la sûreté relatif à l'indisponibilité du refroidissement du circuit de traitement et réfrigération de l'eau de la piscine d'entreposage du combustible du réacteur 1.

La piscine d'entreposage du combustible reçoit l'ensemble des assemblages de combustible du cœur du réacteur pendant les arrêts pour rechargement et sert à l'entreposage des assemblages usés dans l'attente de leur envoi vers une usine de traitement. Le refroidissement de cette piscine est nécessaire pour évacuer la puissance résiduelle des assemblages de combustible usé. Ce refroidissement est assuré par le système de traitement et réfrigération (PTR), lui-même refroidi par le circuit de refroidissement intermédiaire (RRI). Ce dernier comporte deux systèmes indépendants et redondants.

Le 25 août 2018, le réacteur 1 est en arrêt programmé pour maintenance et déchargement de son combustible. Pour pouvoir effectuer des contrôles sur son installation, l'exploitant isole les deux voies du circuit RRI du réacteur 1. Dans cette situation, la réfrigération du circuit PTR du réacteur 1 est assurée par le circuit RRI du réacteur 2.

Une fois ces contrôles réalisés, le refroidissement du circuit PTR du réacteur 1 a été repris par le circuit RRI du réacteur 1.

Le 26 août 2018, après d'autres opérations d'exploitation, et alors que le déchargement du combustible du réacteur 1 est en cours, l'exploitant constate que plusieurs robinets du circuit RRI de ce réacteur ne sont pas dans la position attendue, ce qui rend indisponible la réfrigération du circuit PTR pourtant requise par les règles générales d'exploitation.

La piscine d'entreposage du réacteur 1 est donc restée pendant un peu plus de dix heures sans que son circuit de traitement et réfrigération ne soit refroidi.

Dès la détection de cet écart, l'exploitant a remis en conformité le circuit RRI du réacteur 1 afin qu'il assure le refroidissement du circuit PTR de la piscine d'entreposage du réacteur 1.

Cet événement n'a pas eu de conséquence sur le personnel ou l'environnement.

Cet événement a été classé au **niveau 1** de l'échelle **INES**, qui en compte 7, du fait de sa détection tardive par l'exploitant.

## **Non-respect de la conduite à tenir à la suite de l'inétanchéité d'un clapet sur le réacteur 3**

Le 9 novembre 2018, l'exploitant de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly a déclaré à l'Autorité de sûreté nucléaire un événement significatif pour la sûreté relatif au non-respect de la conduite à tenir à la suite de l'inétanchéité d'une tuyauterie traversant l'enceinte de confinement du réacteur 3.

L'enceinte de confinement d'un réacteur est un bâtiment en béton à l'intérieur duquel se trouve la cuve, le cœur du réacteur ainsi que les principaux équipements importants pour la sûreté du réacteur. Elle constitue la troisième des trois barrières de confinement existantes entre les produits radioactifs contenus dans le cœur et l'environnement (la première barrière étant la gaine du combustible et la deuxième étant le circuit primaire). De nombreuses canalisations nécessaires au fonctionnement de l'installation traversent cette enceinte. Des robinets et des clapets, situés de chaque côté de la paroi en béton, permettent d'obturer chacune de ces canalisations lorsque les spécifications techniques d'exploitation, les procédures de conduite ou la situation exigent l'étanchéité complète de l'enceinte.

Le 16 octobre 2018, alors que le réacteur 3 est en arrêt programmé pour maintenance et rechargement du combustible, une opération de maintenance est réalisée sur un clapet qui a été détecté inétanche lors d'un essai de bon fonctionnement. Le 8 novembre 2018, lors de la phase de redémarrage du réacteur, de nouveaux essais ont lieu et le clapet se révèle encore une fois inétanche. Le réacteur est alors replié dans un état sûr en application des spécifications techniques d'exploitation.

Une analyse réalisée a posteriori par l'exploitant a mis en évidence que l'inétanchéité du clapet était due à un défaut de remontage lors de l'opération de maintenance. Les règles générales d'exploitation imposent une remise en conformité sous 24 heures à partir du moment où le clapet était requis en position fermée, soit à partir du 4 novembre 2018. Ainsi, la conduite à tenir n'a pas été respectée compte tenu que l'écart n'a été détecté que le 8 novembre 2018.

Cet événement n'a pas eu de conséquence sur le personnel ni sur l'environnement de l'installation.

Cet événement a été classé au **niveau 1** de l'échelle **INES**, qui en compte 7, en raison du non-respect d'une conduite à tenir imposée par les règles générales d'exploitation et de la non-qualité de maintenance réalisée sur le clapet d'une canalisation traversant l'enceinte de confinement.